



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Direction des Affaires Interministérielles

et de l'Environnement

Bureau de la Réglementation

de l'Environnement

N° : 2004/ICPE/211

ARRÊTÉ

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

VU le titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article L. 514-1,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement,

VU l'arrêté préfectoral en date du 31 juillet 2002 autorisant la Société CHAILLOUS à poursuivre, après extension, l'exploitation de l'unité de fabrication de profilés aciers spécifiques entrant dans la construction des coques de navires, située à Saint-Nazaire, boulevard des Apprentis,

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 2003 mettant en demeure la Société CHAILLOUS, soit de mettre en œuvre des peintures sans solvant, soit de mettre en place un dispositif d'incinération des composés organiques volatils (COV),

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur Principal des installations classées, en date du 6 juillet 2004,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de poursuivre la contrainte sur la Société CHAILLOUS tendant à lui faire procéder à la réalisation des travaux demandés,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRETE

ARTICLE 1er : La procédure de consignation prévue au 1° de l'article L. 514-1 du titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement susvisé, est engagée à l'encontre de la Société CHAILLOUS exploitant une unité de fabrication de profilés aciers spécifiques entrant dans la construction des coques de navires, située à Saint-Nazaire (44600) boulevard des Apprentis.

La Société CHAILLOUS consignera entre les mains d'un comptable public, à partir du 1^{er} octobre 2004, la somme de 50 000 euros répondant des travaux à exécuter sur l'installation, à savoir la mise en œuvre de peintures sans solvant.

A cet effet, un titre de perception d'un montant de 10 000 euros est rendu immédiatement exécutoire.

ARTICLE 2 : L'Inspection des installations classées sera tenue informée du démarrage et de l'état d'avancement des travaux.

La somme consignée sera restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux et opérations nécessaires, après fourniture des documents afférents et sur constatation de leur réalisation par l'Inspection des installations classées.

ARTICLE 3 : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de SAINT-NAZAIRE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la Mairie de SAINT-NAZAIRE pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire de SAINT-NAZAIRE et envoyé à la Préfecture (Direction des Affaires Interministérielles et de l'Environnement - Bureau de la Réglementation de l'Environnement).

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique, le Sous-Préfet de SAINT-NAZAIRE, le Maire de SAINT-NAZAIRE, le Trésorier Payeur Général de la Loire-Atlantique et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur Principal des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

NANTES, le - 9 AOUT 2004

LE PREFET,

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général,

Jean-Pierre LAFLAQUIERE

Pour ampliation,
la Chef du Bureau
de la Réglementation de l'Environnement

Geneviève RONDET